



## **Contribution des Entrepreneurs et Dirigeants Chrétiens en vue de la 21<sup>ème</sup> Conférence des Parties sur le Changement climatique**

Entrepreneurs et dirigeants chrétiens, nous nous sentons particulièrement responsables de la recherche de solutions conciliant la protection de l'environnement, le développement économique, la liberté, la dignité et l'intégrité de l'homme. C'est pourquoi nous souhaitons apporter notre contribution aux réflexions en cours, en vue des débats qui vont s'engager dans le cadre de la 21<sup>ème</sup> Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations-Unies sur le changement climatique.

Les décisions de cette Conférence vont être déterminantes pour l'avenir tant de notre planète que de l'humanité toute entière. Les négociations vont porter sur le climat, mais on ne peut les dissocier de celles qui se tiendront également en 2015 sur les Objectifs du Millénaire et les Objectifs de Développement durable, qui pourraient d'ailleurs converger.

Nous savons que le développement économique des pays du Sud<sup>1</sup> ne peut se faire de façon durable que par la création locale de valeur ajoutée, ce qui conduira à une nouvelle répartition du PIB mondial, dont l'ordre de grandeur, selon toute vraisemblance, sera doublé dans quelques dizaines d'années et la répartition inversée, passant alors de 2/3 pour le Nord et 1/3 pour le Sud aujourd'hui à 1/3 pour le Nord et 2/3 pour le Sud. Les seuils de pauvreté, 1,5 \$ par jour pour une partie des pays du Sud et 40 \$ par jour pour les pays du Nord, montrent bien, d'une part, l'écart de développement économique entre le Nord et le Sud et, d'autre part, l'ampleur du développement prévisible. Combler cet écart, c'est œuvrer pour la justice et pour la paix.

Par ailleurs, l'humanité fait désormais partie des espèces menacées par les évolutions très rapides, sans précédent, que les activités humaines provoquent déjà. Ne nous trompons pas d'objectif : ce n'est pas seulement la planète qu'il faut sauver, c'est surtout l'humanité et la civilisation<sup>2</sup>. Protéger l'homme de sa destruction passe aussi, bien sûr, par la protection du milieu qui l'entoure et la protection des ressources dont il a besoin.

**Nous sommes ainsi mis en demeure de relever deux défis, qui doivent être pris en compte dans la mise en œuvre opérationnelle du Développement durable, pour faire l'unité entre les réponses aux besoins physiques et spirituels de l'homme.**

**Le premier défi** est un défi politique, technique et économique.

Il consiste à satisfaire les besoins de base, besoins physiologiques et de sécurité, de l'homme tout en limitant l'accroissement de la température terrestre. Nous avons le devoir et la responsabilité de découpler le développement économique de ses effets pervers, non seulement en matière de changement climatique, mais aussi d'épuisement des ressources naturelles, d'atteinte à la biodiversité et à l'environnement, au Nord comme au Sud.

---

<sup>1</sup> Pour ne pas encombrer le propos de nuances, nous désignons par pays du Nord les pays les plus développés (1 milliard d'habitants) et par pays du Sud le reste du monde, y compris les pays émergents (6 milliards d'habitants).

<sup>2</sup> Ou les civilisations, que nous opposons à la barbarie qui menace sans cesse de ressurgir.



**Le deuxième défi** est un défi éthique, spirituel, culturel et éducatif.

Il consiste à assurer le développement intégral de l'homme et à respecter sa liberté, sa dignité, son intégrité, en préservant l'essentiel « non chiffrable » qui inclut ses besoins de reconnaissance, d'estime et d'épanouissement. Si l'économie seule et la finance règnent en maître, le matérialisme et le relativisme qui les accompagnent conduisent aux extrémismes des exclus face à l'indifférence des nantis.

Ainsi chaque volet du Développement durable contribue à répondre à ces deux défis : l'économie pour les activités matérielles, les échanges de biens et de services, mais aussi le bien-être des hommes ; le social pour leur dignité, leur intégrité physique et morale, mais aussi les relations humaines ; et l'environnement pour le patrimoine naturel, mais aussi culturel de l'humanité.

### **Relever le premier défi**

Le Développement durable est l'expression de la solidarité des riches vis-à-vis des pauvres, des pays du Nord vis-à-vis des pays du Sud et des générations actuelles vis-à-vis des générations futures. Cette solidarité ne doit pas seulement se concevoir comme un transfert d'argent, mais comme la mise en place d'investissements, le transfert de technologies et la formation des hommes qui seront localement chargés de leur mise en œuvre, pour le développement de valeur ajoutée locale.

La protection de l'environnement, et plus particulièrement la lutte contre le réchauffement du climat, seraient les premières victimes d'une décroissance économique au Nord et de la non croissance du Sud.

Notre génération dispose des capacités et potentiellement des moyens pour relever le premier défi, si les Etats et les entreprises (industrie, agriculture, services) agissent rapidement dans les domaines qui les concernent pour changer le paradigme actuel.

Depuis plus de 15 ans, en France comme dans les pays les plus avancés, toutes les grandes entreprises, de nombreuses Entreprises de Taille Intermédiaire, des Petites et Moyennes Entreprises, ainsi que les Fédérations professionnelles ont compris l'enjeu et le prennent en compte progressivement. Les réalisations concrètes sont multiples<sup>3</sup>, partout dans le monde, et toutes les entreprises sont appelées à y contribuer, mais elles sont souvent contraintes, pour rester compétitives, par des réalités financières, commerciales et réglementaires qui les empêchent de faire mieux et plus vite.

Dans de nombreux domaines, les entreprises ont ainsi besoin que les Etats prennent leurs responsabilités et interviennent ensemble et à un niveau planétaire, quand le développement économique, la promotion de la liberté, de la dignité et de l'intégrité humaine ainsi que la protection de l'environnement ne peuvent être assurés par les seuls mécanismes du marché. L'Etat et les entreprises doivent également veiller à associer les autres parties prenantes, actionnaires, salariés, fournisseurs, clients, syndicats, corps intermédiaires et société civile, dont l'adhésion est indispensable pour répondre à ce défi.

Ce sont les applications de la science qui feront « vivre autrement » les hommes : mieux pour les pays du Sud, dont le développement économique ne doit pas être plafonné, et plus sobrement pour les pays du Nord, dans un monde de moins en moins dépendant du charbon, du pétrole et du gaz, plus respectueux des ressources naturelles, de l'environnement et de la biodiversité.

---

<sup>3</sup> La production d'énergie bas carbone, la baisse de la consommation et des émissions polluantes de l'automobile, ainsi que le recyclage des véhicules à 95% en sont des exemples.



L'enjeu est essentiel : « *L'accaparement des ressources énergétiques non renouvelables par certains États, groupes de pouvoir ou entreprises constitue en effet un grave obstacle au développement des pays les plus pauvres* » (*Caritas In Veritate*, chap. 4).

Les entreprises ont une mission particulière pour la mise en œuvre du Développement durable : ce sont elles qui diffusent les découvertes de la science et le savoir-faire technologique ; elles disposent des connaissances et des outils pour agir sur leurs modes de production ; et enfin ce sont bien les entreprises qui peuvent prendre en compte l'impact des services proposés et des produits fabriqués sur l'environnement et le bien-être des populations.

Les dirigeants d'entreprises doivent donc être parties prenantes dans les réflexions et débats à venir, tant pour l'exercice de leur responsabilité propre que pour l'apport de solutions, produits et services pour faire toujours « mieux avec moins ». Les solutions sont connues, leur coût est inférieur à celui de l'inaction (Rapport Stern), les technologies à mettre en œuvre sont validées et opérationnelles pour la plupart.

Relever ce défi n'est ni libéral ni anti-libéral, ni de gauche ni de droite, ce programme ne désavantage ni les habitants du Nord ni ceux du Sud. Sur un sujet aussi grave, la démagogie n'a pas sa place, la feuille de route choisie ne devrait rencontrer aucune réserve politique ou éthique. Mais l'échec est certain, et les populations les plus pauvres seront les plus touchées, si les réglementations, les investissements, les accords internationaux et les partenariats appropriés ne sont pas mis en place dans les délais les plus courts.

Hommes politiques et dirigeants d'entreprises, aidés par les scientifiques, disposent du pouvoir, de l'autorité et des moyens techniques, organisationnels et financiers pour relever ensemble **ce premier défi** et changer l'avenir du monde.

### **Relever le deuxième défi**

Comment agir pour que la science, la technique et l'économie, sur lesquelles nous nous appuyons, n'écrasent pas dans nos sociétés ce qu'il y a d'humain dans l'homme, sa sensibilité émotionnelle, sa capacité de relation et son besoin de spiritualité ?

Le PIB et la comptabilité des entreprises, qui sont aujourd'hui les seuls outils pour mesurer la croissance, ne tiennent pas compte des impacts humains et environnementaux de celle-ci et ne sont donc pas de nature à promouvoir un développement intégral de l'homme.

La liberté, la dignité et l'intégrité de l'homme, la démocratie elle-même, sont menacées par les applications potentielles des technologies de l'information et de la communication et par les avancées scientifiques en biologie et génétique. Des investissements considérables sont faits pour mettre en convergence les nanotechnologies, la biologie, l'informatique et l'intelligence artificielle (NBIC).

Personne ne peut rester indifférent aux changements qui se préparent, que l'on soit humaniste, chrétien ou simple homme de bonne volonté, on ne peut qu'être infiniment inquiet pour les hommes de demain, si leur liberté et leur intégrité physique et psychique font l'objet de manipulations hasardeuses et déshumanisantes. Nous sommes partisans d'une vigilance accrue dans ce domaine. Sans conscience, aveuglés par l'agir scientifique et technique, les hommes risquent de perdre leur humanité dans l'illusion de leur toute puissance.

Ce deuxième défi est particulièrement difficile à relever, car l'humanité est divisée sur le plan éthique, culturel et spirituel, mais il est urgent de retrouver des valeurs universelles sur lesquelles fonder un « bien commun », où l'individualisme des hommes et des États cède le pas à l'engagement collectif.



Les futurs débats au niveau international qui confronteront cultures, éducations, spiritualités devront être abordés avec le souci de construire un monde pérenne, durablement plus juste, plus solidaire et en paix.

Ecouter ce qu'ont à dire les différentes religions, en particulier la pensée sociale chrétienne qui nous inspire, pour protéger l'humanité de ce qui la menace peut certainement être un facteur de paix, de solidarité et de justice.

Comme le disait Benoît XVI dans son encyclique *Caritas In Veritate* : « *Exiger des nouvelles générations le respect du milieu naturel devient une contradiction, quand l'éducation et les lois ne les aident pas à se respecter elles-mêmes. Le livre de la nature est unique et indivisible, qu'il s'agisse de l'environnement comme de la vie, de la sexualité, du mariage, de la famille, des relations sociales, en un mot du développement intégral* » (*Caritas In Veritate*, chap. 51).

Pour relever **ce deuxième défi**, l'éducation, l'information et la formation, dans la famille, l'école, l'entreprise et les administrations, et l'action des media, ont un rôle fondamental à jouer pour constituer un socle culturel et éthique commun, c'est-à-dire rendre chacun « *en mesure de comprendre les grands défis de l'humanité, la diversité des cultures, l'universalité des droits de l'homme, la nécessité du développement et les exigences de la protection de la planète* », comme le prévoit en France le programme transversal d'éducation sur le Développement durable issu du Grenelle de l'environnement.

\* \* \*

Entrepreneurs et dirigeants chrétiens, nous souhaitons participer aux débats en cours avec les autorités et les forces vives de la nation, afin que les responsables politiques, qui seront réunis à Paris en décembre 2015, engagent des actions concrètes au plan international et libèrent la puissance créatrice des entreprises dans le but de développer une économie au service de l'homme, de tout l'homme, de tous les hommes.

Conscients de l'ampleur de la conversion des mentalités et des tâches à accomplir, mais confiants dans l'espoir que l'humanité se mette en route, nous proposons ci-après une liste, certainement non exhaustive, d'actions qui nous sembleraient prioritaires.



## Annexe

### **Les 5 propositions des Entrepreneurs et Dirigeants chrétiens**

- Mobiliser les forces vives de l'Europe autour d'un grand projet fédérateur centré sur le développement des pays du Sud, par la lutte contre le réchauffement climatique et la création locale de valeur ajoutée, en vue de l'éradication de la pauvreté, des maladies endémiques et de l'analphabétisme, surtout au Sud, et de la lutte contre le chômage et la désocialisation et pour le maintien de la protection sociale et sanitaire également au Nord. Ce projet de type « **plan Marshall énergétique** » permettrait de disposer des vecteurs énergétiques nécessaires au développement des pays du Sud et comprendrait également le transfert des technologies les plus actuelles et les transferts de matériel pour découpler le développement de ses effets pervers pour l'avenir de la planète. Il devrait accélérer le financement de la Recherche et Développement et l'industrialisation dans tous les domaines concernés par l'efficacité énergétique et l'élimination du carbone fossile comme source d'énergie.
- Recenser et diffuser les « **bonnes pratiques** » et les solutions techniques existantes en terme de Développement durable. Favoriser la liberté et la créativité des entreprises dans la conception de produits prévus pour le recyclage, dont la production et l'usage seront plus sobres. Favoriser l'usage plutôt que la possession et examiner les investissements publics et privés en termes de coût / efficacité / risque, correspondant aux trois volets du Développement durable, afin de conduire aux meilleures solutions.
- Instituer, dans le respect du principe de subsidiarité, des règles de gouvernance mondiale dans l'esprit de la norme ISO 26000<sup>4</sup> concernant la Responsabilité Sociétale pour éviter les distorsions de concurrence et les abus. Promouvoir en particulier au niveau international la mise en place d'une **surveillance éthique** des conséquences potentielles des activités scientifiques, principalement dans le domaine des nanotechnologies, biotechnologies, intelligence artificielle et technologies de la communication (NBIC), dont le foisonnement croissant actuel est à la fois porteur du meilleur et du pire.
- Redéfinir des indicateurs de **mesure de la richesse** pour les individus et des critères de performance des Etats, des pouvoirs publics et des entreprises qui prennent en compte le bien-être des individus et la protection des ressources, car les décisions qui sont prises au niveau politique international, national et au niveau de la société civile dépendent de ce que nous mesurons.
- Développer l'**enseignement** sur la Responsabilité sociétale et le Développement durable, dont les trois volets doivent être enseignés conjointement, ainsi que les principes éthiques et les rôles respectifs des Etats, des collectivités et des entreprises pour sa mise en œuvre, qui requiert des compétences individuelles et collectives spécifiques. Accentuer les campagnes pour encourager le grand public et la société civile à devenir parties prenantes actives dans la lutte contre le réchauffement climatique, pour que chaque individu soit conscient de sa responsabilité sociétale et des dimensions humaines et éthiques du Développement durable. Les éco-gestes doivent être enseignés dans la famille, l'école, l'entreprise, les administrations, moins pour leur efficacité que pour leur valeur pédagogique, la dimension positive qu'ils portent, les valeurs de solidarité dont ils témoignent.

---

<sup>4</sup> La norme internationale ISO 26000 se définit comme « la responsabilité d'une organisation vis-à-vis des impacts de ses décisions et de ses activités sur l'individu, la société et l'environnement, se traduisant par un comportement éthique et transparent qui contribue au Développement durable et inclut la santé et le bien-être de l'homme et de la société ». Elle peut s'appliquer à tous secteurs d'activité et à tous types d'organisations.